

## Mamoudou Hassane

# « Arriver à *financer* notre *fonctionnement* »



A. Schwartz - ORSTOM

*L'élevage comme diversification.*

**Denis Pesche a rencontré\* Mamoudou Hassane, Secrétaire exécutif de MOORIBEN, (Fédération des unions de groupements paysans du Niger) qui nous parle des défis à relever par son organisation.**

### Quelles sont vos responsabilités ?

Salarié de la fédération depuis 1998, je coordonne l'ensemble des activités et programmes de MOORIBEN et de ses unions. J'accompagne les unions avec une équipe technique de 5 personnes pour monter des dossiers techniques et de financement.

### Quelles sont les ressources de MOORIBEN ?

Nous recevons des appuis de plusieurs partenaires internationaux dont le principal est la coopération suisse. Nous recevons aussi des appuis d'ONG européennes et avons déposé 5 dossiers auprès de la coopération française. Ce qui nous a permis d'embaucher les 5 cadres de MOORIBEN et de soutenir le développement des activités de nos différentes unions. Tous nos programmes sont élaborés au niveau des groupements puis des unions. Nous avons aussi des sources de financement propres

provenant des cotisations des unions (25 000 F CFA/an) et des revenus des nos activités (embouche, banques de céréales). Les bénéfices sont partagés entre les groupements (75%), la fédération (6,5%) et l'union. En 2000, ce type de mécanisme a rapporté 4 millions de F CFA de ressources propres à MOORIBEN.

En 1999 par exemple, on a aussi réalisé une opération commerciale avec le Bénin portant sur l'achat de gari (farine de manioc) dont le bénéfice a permis de constituer un fonds de roulement (à 10% d'intérêts sur un an) pour les unions qui les ont ensuite rétrocédé sans intérêts à leurs groupements en vue de soutenir certaines activités. L'union garde 5% des intérêts comme fonds propres. A l'avenir, c'est sur des opérations d'approvisionnement et de commercialisation que nous chercherons à réaliser le plus de marge pour financer en partie notre fonctionnement.

### Comment est financée l'activité des unions et de leurs membres ?

Nous avons négocié des conventions de gestion entre les unions et les caisses populaires d'épargne et de crédit (CPEC). Nos partenaires y ont placé des lignes de crédit qui servent à financer les activités individuelles des membres : achat d'engrais, semences, petit commerce... La convention prévoit un taux de 2 à 2,5% par mois : une partie de ces intérêts revient aux groupements (70%) et le reste aux CPEC. Les groupements reversent 70% du produit de ces intérêts à l'union qui constitue peu à peu un fonds de roulement pour les activités économiques.

### Quelles sont les perspectives dans ce domaine ?

Elles sont nombreuses. Prenons l'exemple du tabac qui est vendu sur le marché local environ 5 000 F CFA. Vendu à Niamey, il est stocké par des commerçants, puis exporté dans les pays

voisins jusqu'à 20 000 F CFA le sac en Côte d'Ivoire, voire plus dans des pays comme l'Algérie et la Mauritanie. Les oignons sont achetés entre 1 500 et 2 000 F ici et vendus entre 15 000 et 40 000 F à Dakar ! Les OP pourraient s'organiser pour regrouper leurs produits et mieux contrôler ces circuits. Aujourd'hui, ce sont des collecteurs qui achètent dans les villages et fournissent les commerçants à Niamey. Les contacts que nous prenons à l'occasion de la FIARA de Dakar, peuvent déboucher sur des contrats avec les commerçants locaux. MOORIBEN peut par exemple fournir près de 1500 moutons d'emboche tous les six mois. Nos moutons sont achetés entre 25 et 50 000 F CFA au Niger. Ici, à Dakar, on peut les placer jusqu'à 300 000 F CFA ! Il y aurait aussi des opportunités avec la gomme arabique, le sésame, le piment... Les OP doivent se structurer pour mieux maîtriser la commercialisation. Le ROPPA\*, auquel nous appartenons depuis juillet 2000, peut nous aider à développer les contacts avec des opérateurs économiques de la sous-région.

**Pour certains, des fédérations comme les vôtres sont plutôt considérées comme des ONG, du fait qu'elles appuient des groupements. Qu'en pensez-vous ?**

Une ONG est composée d'individus de différentes origines (fonctionnaires, militaires, enseignants,...) qui mobilisent des fonds pour d'autres. Tous les membres de MOORIBEN sont des paysans et les fonds que nous mobilisons servent aux activités de nos membres. Nous défendons les intérêts des paysans. Je suis d'ailleurs moi-même membre de 3 ONG. En participant à leurs instances, j'essaie d'orienter leurs activités afin qu'elles prennent mieux en compte les préoccupations des paysans.

**Où en est le mouvement paysan au Niger ?**

Il y a encore beaucoup de régions du pays où les organisations sont faibles ou inexistantes. Par contre, les organisations paysannes qui existent commencent à bien se connaître entre elles depuis la création de la plate-forme des OP en 1998. Cette année nous avons pu obtenir du gouvernement qu'il subventionne les engrais : le prix est passé de 12 000 à environ 7 000 F CFA. Nous

abordons aussi les problèmes d'attaques parasitaires et avons discuté avec le gouvernement des conditions de distribution des vivres du *Programme alimentaire mondial* suite à la mauvaise récolte de cette année. On se bat aussi pour la qualité des engrais : les commerçants les achètent au Nigeria et les paysans ne se fient souvent qu'au prix. Il y a un gros travail à faire et l'État, avec les OP, devrait jouer un rôle dans ce domaine.

**Et vos relations avec l'État ?**

C'est compliqué. Il y a du bon et du mauvais. Les hauts responsables nous soutiennent et ont de bonnes dispositions envers les OP. L'administration a soutenu notre participation à la création du ROPPA. Par contre, l'administration prend parfois des initiatives sans consulter les OP, comme par exemple de préparer une conférence sur les OP sans même nous contacter ! Sur le terrain, les groupements ont des difficultés à se faire reconnaître. Selon les textes, l'agrément est accordé gratuitement par l'administration mais dans la réalité on fait toujours payer les groupements, parfois jusqu'à 25 000 F CFA pour être reconnus ! Il y a encore du chemin à faire...

**Parlez-nous de votre parcours**

Je suis originaire de Saga, un village à 10 km de Niamey. J'ai obtenu une maîtrise de géographie physique en 1990. J'ai travaillé deux ans au ministère du Plan, à la direction du développement régional et de l'aménagement du territoire, puis quatre ans comme chef

de service de l'administration territoriale à Zinder. J'ai ensuite passé le concours international de la Francophonie qui m'a permis d'obtenir un diplôme d'études professionnelles approfondies de gestion de l'environnement à l'Université d'Alexandrie en Egypte. Quand je suis rentré en 1997, je suis devenu consultant pour une ONG nigérienne (GAMA) qui appuie des organisations paysannes. J'y ai travaillé pendant 6 mois et c'est à cette occasion que j'ai participé à un diagnostic organisationnel sur MOORIBEN. J'ai tourné dans les groupements, les unions. A l'issue de ce travail, MOORIBEN a décidé de remplacer son secrétaire exécutif et ils m'ont alors embauché, en février 1998.

**Comment vivez-vous votre position de salarié des paysans ?**

J'en suis très satisfait. J'estime que je valorise beaucoup mieux tout ce que j'ai appris. Et surtout je continue à apprendre chaque jour par le contact permanent avec les paysans. Quand on travaille au ministère, on n'a pas le temps de rester avec les paysans, on est loin des réalités et on survole le développement. Fils de paysan, j'ai aussi voulu garder une activité de production : j'ai deux parcelles de riz et quelques moutons. Je ne vends pas ma production mais elle sert à ma famille. ■

\* Entretien réalisé à la FIARA de Dakar

\* Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest

## La fédération MOORIBEN

Formés avec l'appui de l'IREC, les premiers groupements sont nés en 1988 dans la région de Tillabéri, Tera et M'bida. Se multipliant, ils se sont regroupés en unions pour former en 1993 la fédération MOORIBEN qui compte plus de 12 500 membres répartis en 8 unions et 208 groupements. Cette fédération est dotée d'un conseil d'administration de 20 représentants d'Unions qui se tient tous les trois mois et d'une assemblée générale comprenant 5 représentants par union, qui se réunit tous les 6 mois.

FUGPN MOORIBEN, BP 553, Niamey

Tél : 227 72 40 79 – Email : mooriben@intnet.ne